



ARRETE MUNICIPAL n° 2024-160 portant mise en sécurité des immeubles incendiés de Pré Rouge et interdiction d'accéder et d'habiter au bâtiment D

Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1,

Considérant que le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques,

Considérant qu'un incendie s'est déclaré dans l'après-midi du 11 août 2024 sur les bâtiments D, E, F et G sis 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur Aix (parcelle AN43),

Considérant l'avis du commandant des opérations de secours,

Considérant l'avis de M. Pierre PAYAN expert conseil,

Considérant qu'il ressort des avis susvisés que le bâtiment D, situé 101 rue du Pont Neuf, n'est plus habitable pour une durée indéterminée,

Considérant que cette situation compromet la sécurité des occupants et des tiers sur ce périmètre,

Considérant qu'il ressort des avis précités qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'OPAC SAVOIE, ayant son siège social à Rue Jean Girard-Madoux - 73024 CHAMBERY CEDEX, représenté par M. Luc BERTHOUD, Président, propriétaire de l'immeuble 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur-Aix (parcelle AN43) devra à compter de la notification du présent arrêté, prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique.

Article 2 :

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, cet immeuble devra être entièrement évacué par ses occupants dès notification du présent arrêté.

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, le bâtiment précité est interdit temporairement à l'habitation et à toute utilisation dès la notification de l'arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité sauf personnes autorisées pour nécessités d'expertise et de secours.

Si la personne mentionnée à l'article 1 à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée par l'expert conseil, M. Pierre PAYAN après constatation des travaux effectués, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complété réalisation des travaux.

Article 3 :

Faute pour le propriétaire d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais du propriétaire.

Article 4 :

Le propriétaire est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées à l'article L. 521-2 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Le propriétaire doit avoir informé les services de la mairie de l'offre d'hébergement (ou de relogement définitif) qu'il a faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation, avant le 30 août 2024.

A défaut pour le propriétaire d'avoir assuré l'hébergement provisoire (ou le relogement définitif) des occupants, celui-ci sera effectué par la commune, à ses frais.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble aux frais du propriétaire.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et porté à la connaissance des occupants. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

Article 7 :

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le responsable de la Police Municipale - l'amplication sera adressée à Monsieur le Préfet de la Savoie au titre du contrôle de légalité.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 13/08/2024



Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 13/08/2024
Certifié exécutoire le : 13/08/2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :
- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai